



HAL
open science

Minoritaires en Iran. Décentrer l'analyse de l'imbrication des rapports sociaux

Lucia Direnberger, Sahar A Saeidnia

► **To cite this version:**

Lucia Direnberger, Sahar A Saeidnia. Minoritaires en Iran. Décentrer l'analyse de l'imbrication des rapports sociaux. Genre, sexualité & société, 2023, Minoritaires en Iran, Hors série 4, pp.7860. 10.4000/gss.7860 . halshs-04372407

HAL Id: halshs-04372407

<https://shs.hal.science/halshs-04372407>

Submitted on 4 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Minoritaires en Iran. Décentrer l'analyse de l'imbrication des rapports sociaux

Lucia Direnberger et Sahar A. Saeidnia

lucia.direnberger@gmail.com et s.saeidnia@gmail.com.

Résumé : Cette introduction invite à explorer, au-delà des temporalités révolutionnaires actuelles, les manières dont sont produits et contestés les rapports de pouvoir dans la République islamique d'Iran. D'une part, elle présente les recherches sur l'Iran qui ont analysé les rapports sociaux de pouvoir, en particulier de genre, de classe, d'ethnicité et de race. D'autre part, elle montre les enjeux épistémologiques de la prise en compte de l'imbrication de ces rapports de pouvoir. Enfin, elle revient sur les trois thématiques abordées par les quatre articles et les trois entretiens qui composent ce numéro, à savoir les processus de minorisation raciale, nationale et ethnique au nom des femmes ; la production de la vulnérabilité socio-économique par le genre et l'appartenance ethnique ; et les politiques d'alliances et les hiérarchies sociales entre groupes minoritaires.

Mots-clés : rapports de pouvoir, minoritaires, genre, post-colonialisme, Iran

Abstract: This introduction invites to explore, beyond current revolutionary temporalities, how power relations are produced and contested in the Islamic Republic of Iran. It presents research on Iran that has analysed gender, class, ethnic and racial relations of power. Additionally, it shows the epistemological stakes of considering the interweaving of these power relations. Finally, it underlines the three themes addressed by the four articles and three interviews of this issue, namely the processes of racial, national, and ethnic minoritisation engaged in the name of women; the production of socio-economic vulnerability through gender and ethnicity; and the politics of alliances and social hierarchies between minority groups.

Keywords: power relations, minorities, gender, post-colonialism, Iran

L'assassinat de Jina Mahsa Amini en septembre 2022 par la police des mœurs, pour « port de vêtements inappropriés », a tragiquement rappelé que le gouvernement autoritaire iranien repose sur le contrôle politique et moral des corps – et en particulier de ceux des femmes. Les soulèvements qui ont suivi – d'abord d'abord près de l'hôpital Kasra de Téhéran où elle est décédée, à Saqqez, sa ville natale au Kurdistan, puis très rapidement dans tout le pays¹ – n'ont eu de cesse de dénoncer les inégalités et les violences étatiques faites aux femmes, mais aussi celles visant les minorités ethniques, la brutalité de la précarité socio-économique croissante et la nature autoritaire de la République islamique. Depuis, chaque jour, dans les rues, dans les universités, sur les réseaux sociaux, dans les usines, dans les cimetières ou sur les toits, de Zahedan à Sanandaj, en passant par Ahvaz, Mashhad et Téhéran, des voix s'élèvent de manière inédite contre les inégalités politiques, économiques et sociales dans l'espace public.

¹Les mobilisations de 2022 et 2023 sont inédites notamment par leur ampleur. Elles ont lieu des régions marginalisées de l'Iran (au Sistan-Balouchistan, au Kurdistan iranien, ou encore dans la province du Khuzestan, où les minorités ethniques dénoncent les inégalités et les violences qu'elles subissent) jusqu'aux centres politiques du pays (à Téhéran comme dans les capitales régionales comme Ispahan et Mashhad).

Elles scandent « Femme, vie, liberté », « Indépendance, liberté, hijab si je veux », « Mort aux oppresseurs, ni roi ni guide [de la Révolution]² », « Kurdistan, yeux et lumière de l’Iran » ou encore « De Zahedan à Abadan, je me sacrifie pour l’Iran »³. Les revendications des minorités sexuelles trouvent également une place dans ces mobilisations révolutionnaires, comme en témoigne la *Charte des revendications minimales des organisations indépendantes syndicales et civiles d’Iran*, signée le 15 février 2023 par vingt organisations⁴ qui demandent l’« abolition immédiate de toutes les lois et formes d’exclusion visant certaines orientations sexuelles et identités de genre et [la] reconnaissance de la communauté LGBTQ+ », ainsi que la « décriminalisation de toutes les orientations sexuelles »⁵.

Pour comprendre ces mobilisations révolutionnaires qui secouent la République islamique d’Iran depuis plusieurs mois, et saisir pleinement la portée des slogans scandés dans tout le pays, il est nécessaire de mettre en perspective les grandes lignes de rupture de l’ordre établi autour desquelles elles s’organisent, à savoir : 1) une remise en question radicale de l’ordre du genre ; 2) une crise de l’État-nation, en particulier de sa construction en tant qu’entité centralisatrice, persane et chiite ; 3) la défaite du réformisme au sein de la République islamique ; et 4) la remise en question du néolibéralisme autoritaire et de la politique économique de la République islamique (Sadeghi-Boroujerdi, 2023).

C’est dans cette perspective que ce numéro thématique invite à explorer, au-delà des temporalités révolutionnaires actuelles, les manières dont sont produits et contestés les rapports de pouvoir dans la République islamique d’Iran : d’une part, en proposant une analyse sociologique des hiérarchies de classe, d’ethnicité, de genre et de sexualité qui ont construit, et continuent d’y structurer les rapports sociaux de sexe ; d’autre part, en ne se cantonnant pas à des analyses qui portent sur les discours et politiques de l’État iranien, pour mettre en lumière comment, dans les pratiques ordinaires, des populations sont catégorisées, hiérarchisées et contrôlées.

Autrement dit, les quatre articles et les trois entretiens qui composent ce numéro thématique analysent et rendent compte de la complexité des rapports de pouvoir dans une société iranienne dont les tensions sociales sont souvent réduites à une représentation monolithique et essentialiste de la « question de la femme ». Plus largement, en s’appuyant sur des enquêtes empiriques de longue durée, ainsi que sur un riche corpus de recherches sur le genre en Iran encore méconnu du public scientifique en France, ils ambitionnent de contribuer aux réflexions sur les processus de minorisation (Abreu *et al.*, 2020 ; Dahhan *et al.*, 2020).

² La Constitution de 1979 consacre la souveraineté du juriconsulte islamique (*velayate faqih*) et, partant, le contrôle du Guide de la révolution sur l’appareil politique de l’État.

³ Respectivement « *Jin, jyan, azadi* » (en kurde) / « *Zan, zendegi, azadi* » (en persan) ; « *Esteghlal, azadi, hejab ekhtiari* » (en persan) ; « *Marg bar setamgar, che shah bashe che rahbar* » (en persan) ; « *Kordestan, cheshm-o cheragh-e Iran* » (en persan) ; « *Az Zahedan ta Abadan, janam fadaye Iran* » (en persan).

⁴ Celles-ci sont : le Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant·es d’Iran (CCITTA), l’Union libre des ouvriers d’Iran, l’Union des associations étudiantes, l’Association des défenseurs des droits de l’homme, le Syndicat des ouvriers de la canne à sucre Haft-Tappeh, le Conseil d’organisation des protestations des ouvriers pétroliers contractuels, la Maison des enseignant·es d’Iran (Khafa), l’Éveil féminin, la Voix des femmes d’Iran, la Voix indépendante des ouvriers métallurgistes du groupe national de l’aciérie d’Ahvaz, l’Association de défenseurs des droits ouvriers, l’Association syndicale des ouvriers électriciens et métallurgistes de Kermanshah, le Comité de coordination pour l’aide à la constitution des syndicats ouvriers, l’Union des retraité·es, le Conseil des retraité·es d’Iran, l’Association des étudiant·es progressistes, le Conseil des élèves libres-penseurs d’Iran, le Syndicat des ouvriers peintres en bâtiment de la province d’Alborz, le Comité de soutien à la fondation de syndicats ouvriers d’Iran, le Conseil des retraité·es de la Sécurité sociale.

⁵ « Femme, vie, liberté. Charte des revendications minimales des organisations indépendantes syndicales et civiles d’Iran », publiée le 15 février 2023. Traduction en français par le collectif Roja.

Penser les expériences et conditions minoritaires depuis l’Iran

Une partie des études féministes et sur le genre ont de longue date engagé un décentrement vis-à-vis des lectures occidentalocentrées des rapports de pouvoir (Steady, 1983 ; Narayan, 1997 ; Mahmood, 2005 ; Epprecht, 2013 ; Kulpa et Mizielńska, 2011 ; Rahman, 2014). La littérature scientifique qui porte sur les questions de genre en Iran contribue fortement à ce tournant épistémologique (Moallem, 2005 ; Najmabadi, 2005, 2013 ; Kian, 2011, 2012, 2014 ; Saeidzadeh, 2016, 2020 ; Shahrokni, 2019). L’ensemble de ces recherches propose de renverser les lectures simplificatrices de la « question de la femme » dominant les travaux portant sur les sociétés ex-colonisées – ou semi-colonisées comme l’Iran – afin de mettre au jour la complexité des rapports sociaux qui les structurent. Il s’agit notamment de rompre définitivement et radicalement avec les lectures orientalistes caractérisées par une conception monolithique de « la femme musulmane » (Yegenoglu, 1998 ; Abu-Lughod, 2013 ; El-Tayeb, 2011 ; Lewis, 1995 ; Direnberger & Kian, 2019).

C’est dans la continuité de ces travaux que s’inscrit ce numéro thématique « Minoritaires en Iran ». Il entend participer au décloisonnement de l’analyse des processus d’imbrication des rapports sociaux à partir des recherches sur les expériences et conditions minoritaires en Iran. Celles-ci ne cessent en effet de s’enrichir malgré les nombreuses contraintes d’accès au terrain dans le contexte autoritaire de la République islamique d’Iran. Or ces précieux travaux sont encore trop peu connus et souvent relégués « au royaume des *area studies* » (Shohat, 2002 : 67). Par ailleurs, nombre des chercheuses qui contribuent à cette littérature font partie de la diaspora d’Iran et occupent, pour la plupart, des positions précaires dans le monde académique francophone. Ce dossier vise donc à partager une partie de cette précieuse production scientifique sur l’Iran et contribuer, plus largement, à rendre visibles, pensables et descriptibles la fabrique et les expériences complexes des minoritaires (Guillaumin, 2016 [1992]) au-delà des sociétés (ex)coloniales. Quatre grands axes de réflexion organisent les travaux qu’il réunit :

Historiciser la production du genre

Depuis plus de quarante ans, les études féministes et les études de genre analysent la manière dont les hiérarchies entre les hommes et les femmes se sont reconfigurées en Iran tout au long des XIX^e, XX^e et XXI^e siècles. Brisant le prisme orientaliste produit notamment par les scientifiques européens, ces recherches soulignent que la production du genre en Iran est loin d’être stable (Najmabadi, 2005 ; Moallem, 2005 ; Direnberger, 2018). Au contraire, elle est reconfigurée par les impérialismes européens et les idéologies au pouvoir (telles que le nationalisme, l’anti-impérialisme et le nationalisme islamique), ainsi que par les crises politiques (révolution constitutionnelle de 1906, révolutions de 1979, Mouvement vert de 2009) (Kashani-Sabet, 2011 ; Moallem, 2005 ; Direnberger et Kian, 2019).

Les travaux portant sur la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle ont montré que la production des hiérarchies de genre en Iran est liée aux politiques coloniales européennes menées dans la région. En effet, le XIX^e siècle est marqué par l’expansion des empires britannique et russe qui menacent la monarchie qajar (1786-1925) régnant en Iran. Dans ce contexte, les élites politiques iraniennes promeuvent des idéologies de « développement national » inspirées du modèle français alors perçu comme un contrepouvoir aux empires coloniaux britannique et russe (Direnberger, 2018). Ce faisant, les projets de modernisation portés par les nationalistes iraniens se saisissent aussi des normes de genre et de sexualité

dominantes en Europe et dans les récits que produisent les Européens sur le contexte iranien, pour reformuler, en Iran, des modèles de masculinité et de féminité, mais aussi repenser les relations sexuelles entre personnes du même sexe.

Cette hégémonie européenne se traduit, par exemple, dans la mobilisation par les nationalistes iraniens de représentations essentialisées de la « femme persane » produites par les orientalistes français.es – soit des femmes « non libres », recluses dans les « harems », « enfermée[s], non éduquée[s] et disponible[s] sexuellement pour les hommes persans – mais aussi occidentaux » (Direnberger, 2018). Ils reprennent également à leur compte les récits des Européen.nes qui définissent les relations sexuelles entre hommes comme un vice faisant obstacle à la « modernisation » recherchée (Najmabadi, 2005, 34). Plus largement, l'élite politique iranienne qualifie la réclusion des femmes et la confusion entre les genres stigmatisés par les Européen.nes – les hommes iraniens sont dits « efféminés » et les femmes décrites comme masculinisées – comme un signe de l'arriération de l'Iran, et comme un facteur explicatif des pratiques sexuelles entre personnes du même sexe désormais considérées comme déviantes par l'élite politique. Le projet national se donne alors pour objectif d'éduquer les femmes, afin qu'elles deviennent des mères dévouées à l'éducation des enfants et aux tâches domestiques (Najmabadi, 2005 ; Direnberger, 2014). De même, l'élite iranienne engage un travail de différenciation entre homosocialité et homosexualité : se prendre par la main, s'embrasser, se prendre dans les bras sont des gestes qui doivent s'accompagner d'une distance avec une pratique homosexuelle (Najmabadi, 2005, 38).

Les recherches qui traitent de la période post-1979 montrent les transformations importantes dans la production du genre introduites par les politiques publiques de la République islamique d'Iran (Farvardin, 2020). Les travaux de Nazanin Shahrokni montrent, par exemple, que si la ségrégation de genre structure la République islamique, les politiques qui la construisent sont variées non seulement dans l'espace et dans le temps, mais elles reposent également sur des justifications et des pratiques très différentes. Ils identifient ainsi plusieurs régimes de ségrégation de genre dominant la vie politique et sociale iranienne à partir des années 1980. Le premier, caractéristique de la décennie 1980, promeut l'interdiction de la présence des femmes dans l'espace public, et s'appuie sur un discours de protection de la vertu et de la chasteté des femmes au nom de la morale islamique. Le deuxième, qui émerge dans les années 1990, s'organise inversement autour d'un engagement de l'État à garantir l'accès des femmes aux espaces publics, cette fois-ci au nom de la protection des droits et de la santé des femmes. Ce tournant est révélateur des transformations du traitement de la « question des femmes » par les acteurs publics et, plus largement, des transformations de l'État iranien (Saeidnia, 2016). Alors qu'au lendemain de la révolution de 1979, les pratiques sportives des femmes étaient considérées comme un problème moral, dans les années 2000 ce sont les problèmes de santé des femmes qui deviennent une préoccupation centrale pour l'État iranien, qui promeut alors le sport féminin dans des parcs réservés aux femmes comme solution (Shahrokni, 2020).

Autrement dit, historiciser la production de genre en Iran permet de mettre en lumière trois processus qui y façonnent les relations de pouvoir : 1) bien que l'Iran n'ait jamais été formellement colonisé, l'hégémonie des puissances coloniales a eu pour conséquence la reformulation de l'ordre du genre dans la construction de l'État-nation ; 2) la production du genre par les politiques publiques est tributaire des transformations des relations entre État et société qui, même en contexte autoritaire, sont constamment (re)définies et (re)construites dans les pratiques ordinaires des multiples acteurs qui se rencontrent dans la production

quotidienne de l'action publique (Saeidnia, 2019) ; 3) la dynamique des rapports sociaux de sexe possède une complexité de longue date, irréductible aux modèles nationalistes ou culturalistes promus par les orientalistes et, dans leur sillage, les experts en « monde islamique ».

Analyser l'hétérogénéité du groupe social et l'*agency* des femmes

Si les études féministes qui portent sur l'Iran se sont confrontées à l'androcentrisme des sciences sociales, elles ont dû également déconstruire la représentation persistante d'une « femme orientale » essentialisée et exotisée (dont les caractéristiques peuvent aussi se retrouver sous le terme de « la femme musulmane » ou « la femme iranienne »). Pour relever ce défi, elles ont développé deux outils complémentaires.

Premièrement, elles se sont attelées à décrire l'hétérogénéité du groupe social des femmes, en montrant notamment ce que l'appartenance de classe fait à l'expérience des femmes en Iran (Bahramitash, 2013 ; Kian, 2014, 2017 ; Shahrokni, 2020 ; Farvardin, 2020). Ce faisant, ces recherches comblent un manque dans l'analyse des classes sociales en Iran. En effet, la littérature existante porte principalement sur les mobilisations de classe dans le processus révolutionnaire (Nomani et Behdad, 2006) et, dans une moindre mesure, sur les mobilisations des travailleurs à partir de 1979 (Jafari, 2018). Peu de travaux s'intéressent aux mobilisations des travailleuses (Moghadam, 1994). Par ailleurs, rares sont les études traitant ensemble genre et stratification sociale (Nomani et Behdad, 2012), les inégalités de genre au sein des différents groupes sociaux, ou les différences de classe au sein du groupe des femmes (Hashemi, 2020 ; Hoominfar & Zanganeh, 2021) – alors que les transformations des lois du travail et du marché de l'emploi à partir des années 1990, notamment le développement des CDD et des agences de travail intérimaire (Maljoo, 2017), ont particulièrement dégradé les conditions de travail des femmes.

Cette situation peut être comprise à l'aune de la sous-estimation de la participation des femmes à l'économie iranienne et de l'occultation du travail informel et du travail domestique des femmes qui, s'ils sont cruciaux dans les catégories sociales les plus défavorisées, concernent également les femmes des classes moyennes et supérieures (Bahramitash, 2013 ; Moghadam, 2009). Roksana Bahramitash et Hadi Salehi Esfahani (2011) proposent ainsi une économie politique du travail des femmes en Iran. À partir d'une analyse croisée des politiques de l'emploi mises en œuvre depuis 1979 et des transformations des formes du travail des femmes en Iran, ces autrices s'emparent de questions telles que l'effet du commerce mondial sur l'emploi féminin, la contribution des femmes au secteur informel ou encore le rôle des travailleuses iraniennes migrantes aux États-Unis. Elles développent une analyse féministe des économies politiques nationales et internationales et de leurs effets sur la production des inégalités basées sur le genre.

Deuxièmement, ces recherches ont mis en évidence la diversité des formes d'*agency* que les femmes déploient dans leurs rapports à la famille, à la religion et à l'État (Adelkhah, 1997 ; Kian, 2002 ; Saeidnia, 2016). Cette diversité qui traverse la classe des femmes se retrouve également dans leur rapport à la vie politique. Les chercheuses ont analysé la participation politique des femmes, des courants réformateurs de la République islamique aux plus conservateurs. Elles ont aussi montré que les actrices engagées dans la cause de femmes s'inscrivent au sein de mouvements politiques variés (réformisme, féminisme séculier, féminisme islamique, ONG, communisme, anti-impérialisme, etc.) et privilégient des

stratégies différentes (au sein, à l'interface ou en dehors des institutions étatiques – dont les contours sont d'ailleurs définis de manière variable selon les actrices).

Malgré la pluralité de ces pratiques, les publications sur la participation politique des femmes restent principalement focalisées sur les femmes du mouvement réformateur. Celles-ci ont notamment exposé comment, malgré les obstacles et la répression, les femmes en Iran ont revendiqué l'égalité politique, économique et sociale avec les hommes dans les médias, dans les partis politiques et au sein même des institutions nationales et locales de la République islamique (Kian, 2002, 2011 ; Povey et Rostami-Povey, 2012 ; Alikarami, 2019).

Le magazine mensuel *Zanan* [*Femmes*] a notamment particulièrement attiré l'attention des chercheuses. Fondé en 1992 par Shahla Sherkat, cette revue, qui se réclame du féminisme, conteste les interprétations patriarcales du Coran et affirme la nécessité de diffuser des interprétations religieuses qui soutiennent l'égalité entre hommes et femmes. Sa publication est interdite de 2008 à 2014, puis à nouveau en avril 2015 pour propagation d'idées non islamiques. *Zanan* joue notamment un rôle important lors des élections du Parlement en 1996 et les élections présidentielles de 1997, donnant la parole aux femmes réformistes qui se portent candidates. Qu'il s'agisse de violences faites aux femmes – dans le travail, l'espace politique ou le milieu familial, dans la direction religieuse, l'éducation, le sport, les espaces culturels ou les politiques de santé – *Zanan* entend combattre l'oppression des femmes et propose un espace de dialogue entre féministes islamiques et séculières (Sherkat, 2009).

Enfin, plus récemment, Sama Khosravi Ooryad (2020) analyse les actions politiques des « Filles de la rue de la Révolution » (*Dokhtaran khiaban enghelab*) – parmi lesquelles Vida Movahed, Roya Saghiri et Azam Jangravi. Ce nom fait référence aux femmes qui, entre décembre 2017 et mars 2019, dénoncent l'obligation du port du voile dans l'espace public en escaladant le mobilier urbain, seules, avec un foulard blanc au bout d'un bâton. La chercheuse montre que la performance publique et l'usage de chants révolutionnaires qui animent ces actions politiques, sévèrement réprimées, s'inscrivent tant dans l'histoire de la lutte des femmes que dans celle des luttes ouvrières. Par ailleurs, loin d'être des initiatives isolées, ces actions politiques créent un réseau de solidarités politiques tant dans l'espace public que sur les réseaux sociaux (Khosravi Ooryad, 2020).

Penser les minorités de genre et minorités sexuelles au-delà de l'orientalisation de la question trans

Les études de genre se sont aussi enrichies grâce aux recherches anglophones sur les minorités sexuelles et de genre en Iran, qui se sont particulièrement développées à la suite de la médiatisation croissante, en Europe et en Amérique du Nord, de la question trans dans la République islamique d'Iran⁶. C'est par exemple en réaction aux premiers documentaires et reportages en anglais qu'Afsaneh Najmabadi, historienne et spécialiste en études de genre basée aux États-Unis, s'empare de ce sujet. Elle décrit alors un espace médiatique dominé par deux types de productions : celles qui évoquent sur un ton enchanté et stupéfait la possibilité d'effectuer un changement de sexe en Iran, et celles qui, au contraire, condamnent ces opérations présentées comme le pendant de la criminalisation des pratiques sexuelles entre personnes du même sexe. Elle constate ainsi que les médias occidentaux occultent les débats

⁶ Dans son ouvrage intitulé *Professing Selves. Transsexuality and Same-Sex Desire in Contemporary Iran* publié en 2014, Afsaneh Najmabadi note un pic de cette production entre 2003 et 2009 avec 6 reportages presse hors d'Iran et 16 productions visuelles (dont beaucoup sont des coproductions iraniennes) (Najmabadi, 2014, 2).

et controverses sur la pluralité des façons de vivre son genre et sa sexualité pourtant bien présents dans la société iranienne, comme c'est le cas plus largement pour l'ensemble des contextes dits islamiques (Najmabadi, 2014, 2). Zara Saeidzadeh décrit par ailleurs comment ces mêmes médias réduisent la transsexualité en Iran à un outil destiné à forcer les identités non hétéronormatives à intégrer des normes de genre binaires. Ce faisant, elle démontre comment ces récits participent plus largement à une production orientaliste de l'Iran comme un espace homogène, immuable, intrinsèquement hostile aux minorités sexuelles et de genre (Saeidzadeh, 2016).

Au-delà de l'analyse de l'orientalisation de la question trans, Najmabadi analyse également la participation des militant.es trans dans les transformations qu'ont connues le statut légal et les parcours médicaux des personnes trans – passée sous silence par les médias occidentaux (Najmabadi, 2014, 6). L'historienne souligne par exemple l'importance du rôle des personnes trans dans la production de la fatwa qui autorise en 1986 les opérations de chirurgie qui conditionnent le changement de sexe à l'état civil. Elle insiste en particulier sur le rôle crucial de Maryam Khatun Mulk-ara (1950-2012), assignée homme à la naissance et militante pour la reconnaissance de la « transsexualité ». Najmabadi affirme ainsi que ce ne sont pas des théologiens ni des membres du corps législatif ou médical qui sont à l'origine de cette fatwa, qui résulte plutôt de la mobilisation par et pour une personne trans (Najmabadi, 2014, 166). De même, pour Saeidzadeh, les analyses qui appréhendent les psychiatres, les psychologues, les chirurgiens, les acteurs de la société civile comme une « force de police » défendant l'hétéronormativité par l'imposition d'une « technologie du couteau » (Bahreini, 2008, 42) négligent l'*agency* des personnes trans en tant que membres actifs de la société (Saeidzadeh, 2016). Elles font aussi l'impasse sur les clivages parmi les acteurs politiques mais aussi les professionnels qui interviennent dans la médicalisation des parcours de personnes trans (tels que les juristes, médecins, infirmiers ou travailleurs sociaux). Surtout, elles négligent le fait que la fatwa émise par Khomeiny ne s'accompagne d'aucune reconnaissance juridique des personnes trans dans la loi, les inscrivant *de facto* dans un statut juridique inférieur, que ce soit en matière de droit de garde, d'héritage, ou de droit à la reproduction (Saeidzadeh, 2016). Dans la loi ou dans les interactions ordinaires dans les espaces médicaux, professionnels, universitaires, familiaux, militants, les personnes trans sont ainsi exposées aux violences et aux inégalités.

La focalisation médiatique sur la question trans en Iran a conduit à une production moindre sur les autres minorités de genre, en particulier celles qui sont liées à l'orientation sexuelle et aux pratiques non hétéronormées. Les expériences et les luttes des personnes ayant des pratiques sexuelles non hétéronormées en Iran postrévolutionnaire restent peu documentées (Karimi, 2018 ; Kjaran, 2019 ; Yadegarfar, 2019), en particulier quand elles concernent les femmes (Sadeghipouya, 2023), à l'exception notable d'Elif Sari qui a montré comment les lesbiennes réfugiées en Turquie sont contraintes de mettre en scène une « authenticité lesbienne » pour que leur demande de réinstallation dans un pays tiers ne soit pas rejetée (Sari, 2020). De même, si le rôle des idéologies nationalistes (Boucar et Shirazi, 2012 ; Karimi et Bayatrizi, 2019) et impérialistes (Lewis, 1995 ; Rastegar, 2013) dans la production de régimes de genre contraignants est connu depuis longtemps, seulement quelques récents travaux ont analysé les politiques d'asile mises en place par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), qui est sollicité par de nombreux.es Iranien.nes queer en Turquie pour bénéficier des politiques de réinstallation dans un pays tiers (Koçak, 2020 ; Sari, 2020 ; Yildiz, 2022).

Dialoguer avec les études de genre et postcoloniales : l'ethnicité et la race comme rapports de pouvoir en Iran

Rares sont les recherches qui prennent en compte l'ethnicité dans la construction du genre dans la société iranienne. Plus généralement, l'ethnicité en tant que rapport de pouvoir reste un impensé dans la majorité de la littérature sur le genre en Iran. De façon symétrique, le genre est ignoré dans la majeure partie des études sur l'ethnicité en Iran. Ce dossier aménage ainsi un croisement théorique fécond encore trop rare (Hoodfar, 2004 ; Mojab, 2001 ; Riaux, 2011, Kian, 2012 ; Karimi, 2022a, 2022b).

Les sciences sociales ont longtemps privilégié une approche persano-centrée, qui fait coïncider l'Iran avec l'ethnie perse et occulte les rapports de domination entre la majorité perse et des minorités ethniques (Ashgarzadeh, 2007 ; Ghaderi, 2018 ; Matin, 2022). L'analyse de ces rapports de pouvoir se heurte à différents obstacles scientifiques, tels que la lecture par le « tribalisme » des relations sociales en Iran (Soleimani et Mohammadpour 2019a, 2019b, 2020b) ou encore l'hégémonie de la représentation cartographique des ethnies dans les travaux de sciences sociales sur l'Iran (Elling et Harris, 2021). De même, cette homogénéisation sociale et cette approche stato-centrée peuvent traverser les sciences sociales produites sur le Moyen-Orient. Comme le souligne Shahrzad Mojab, ces travaux sont « principalement axés sur les études turques, arabes, perses et hébraïques, certains d'entre eux ayant des liens étroits avec les États du Moyen-Orient. Il y a donc une double exclusion au travail. Les Kurdes sont exclus des établissements d'études du Moyen-Orient et les femmes kurdes sont exclues des études sur les femmes du Moyen-Orient » (Mojab, 2001,11).

Pour les contourner et analyser les rapports de pouvoir entre majorité et minorités ethniques, des approches et cadres théoriques divers ont été mobilisés : ainsi de Rasmus Elling qui articule les notions de discriminations, de centre/périphérie et d'altérisation interne [*internal other*] (Elling, 2012) ; d'Allan Hassaniyan qui parle de politiques publiques coloniales (Hassaniyan, 2021) ; ou encore de Kamal Soleimani et Mohammadpour Ahmad qui mobilisent le concept de colonisation interne [*internal colonization*] (Soleimani et Mohammadpour, 2019a). Ces recherches ont pour point commun de démontrer comment des politiques nationalistes, des discriminations légales (en matière de représentation politique, de libertés religieuses ou linguistiques, mais aussi de droits de succession et matrimoniaux), des politiques de militarisation des provinces périphérisées, et des politiques publiques discriminantes (principalement d'emploi, d'industrialisation, d'éducation, de santé et d'environnement) produisent les hiérarchies politiques, économiques et sociales entre les minorités ethniques et la majorité perse. Ces hiérarchies se transforment dans le temps et n'affectent pas de la même manière toutes les minorités ethniques, mais elles ont en commun de construire les privilèges de la majorité perse en Iran.

Au sein des départements des sciences sociales en Iran, les études postcoloniales se sont aussi emparées de la question des minorités ethniques (Ghaderi, 2018, 466), montrant la manière dont les chercheurs occidentaux aux XIX^e et XX^e siècles se sont saisis de ce sujet. Ils ont notamment mis en lumière comment ces écrits, structurés par l'exotisme, l'absence d'historicité et le recours aux mythes, ont pour caractéristique de broser le portrait essentialisé des traits « positifs » et « négatifs » des Kurdes (Karimi, Mohammadpour et Mahmoodi, 2015). De façon symétrique, ces recherches ont également analysé la construction d'un centre et de périphéries en Iran, et la façon dont cette construction s'imbrique –

notamment pendant le régime Pahlavi (1925-1979) – avec des représentations hiérarchiques d’un « nous » perse homogène distinct des « autres » (Ghaderi, 2018, 467).

La production des groupes minoritaires en Iran, comme dans d’autres contextes, s’appuie donc sur des hiérarchies ethnoraciales et religieuses aux liens complexes et hétérogènes en fonction des groupes et des contextes historiques et politiques, comme l’illustrent aussi les cas des juifs (Sarshar, 2014) et des Arméniens d’Iran (Barry, 2018). Face à ces processus d’altérisation, les groupes minoritaires ont déployé des stratégies de résistance au privilège perse : mobilisations collectives, luttes armées, ou encore actions au sein d’ONG (Riaux, 2012 ; Elling, 2012 ; Barry, 2018 ; Hassaniyan, 2021).

L’analyse de la question raciale en Iran reste pour sa part le parent pauvre des recherches en sciences sociales, alors même qu’elle joue un rôle crucial dès la construction de l’État et la formation de l’identité nationale en Iran au XIX^e siècle. Reza Zia-Ebrahimi montre notamment que l’identité nationale iranienne est construite avec la revendication d’un âge d’or préislamique, de l’influence néfaste de l’islam sur la culture iranienne et d’une appartenance aryenne qui produit une distance raciale entre Iraniens/Aryens et Arabes/Sémites tout en promouvant une proximité entre Iraniens et Européens. Cette construction nationale est le résultat d’une « hybridation/indigénisation » [*indigenization/hybridization*] de l’orientalisme produit par les Européens (Zia-Ebrahimi, 2016, 3).

Dans les années 1960, les intellectuels iraniens lisent et parfois traduisent les écrits des écrivains francophones anticoloniaux comme Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire, Patrice Lumumba et Frantz Fanon, diffusant en Iran de nouvelles modalités d’articulation entre appartenance raciale et identité nationale, tels les concepts de négritude (*siyah-e zangi budan*) et d’assimilation (*hamanand-zadi*). Ali Shariati (1933-1977), sociologue et politiste, figure centrale de la gauche islamique, traduit ainsi en 1975 *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon en persan. Shariati affiche une affinité forte avec les politiques de décolonisation, et dénonce les politiques étatiques répressives en Afrique et au sein du tiers-monde (Kashani-Sabet, 2021). De même, Jalal Al-e Ahmad (1923-1969), écrivain, traducteur et essayiste, formé à l’université de Téhéran et de Harvard, publie en 1962 *Gharbzadegi [Occidentalité]*, qui devient un ouvrage de référence pour la gauche islamique. Al-e Ahmad est un lecteur assidu de Frantz Fanon mais aussi d’autres figures du mouvement de la négritude comme Alioune Diop, Aimé Césaire et Jacques Rabemananjara, traduits en farsi par Manuchehr Hezakhani (Sadeghi-Boroujerdi, 2021, 7-8). Avec *Gharbzadegi [Occidentalité]*, il introduit la question raciale en Iran à partir d’une critique du capitalisme colonial et de la théorie de la dépendance qui construisent des hiérarchies raciales et qui s’appuient sur une production eurocentrée et raciste des connaissances (Sadeghi-Boroujerdi, 2021). Dans ce texte, Al-e Ahmad mobilise la critique du néocolonialisme pour traiter des hiérarchies ethniques en Iran et fait de l’aliénation une conséquence de l’hégémonie persane sur les minorités ethniques (Sadeghi-Boroujerdi, 2021, 10). Cependant, ni Ahmad ni Shariati n’intègrent à leur analyse, comme la plupart des intellectuels iraniens, l’histoire de l’esclavage et ses conséquences sur les hiérarchies raciales en Iran (Kashani-Sabet, 2021, 699).

Ce n’est que récemment que ces enjeux et la question d’une *blackness* en Iran ont été pris en compte par la recherche académique (et les milieux militants). En comparant trois trajectoires d’artistes, Beeta Baghoolizadeh montre par exemple que le cadre analytique centre/périphérie déployé pour appréhender les hiérarchies ethniques ne permet pas de saisir l’occultation du passé esclavagiste de l’Iran, l’invisibilisation des personnes noires au sein du pays, et ses

effets matériels sur leurs vies (Baghoolizadeh, 2021). De même, Pedram Khosronejad interroge à partir d'archives photographiques les dispositifs de pathologisation et d'invisibilisation des esclaves en Iran (Khosronejad, 2017). Dans ce contexte d'effacement de l'histoire de l'esclavage ainsi que de la participation des personnes noires à la société iranienne et à la diaspora d'Iran, le Collective for Black Iranians a été créé en août 2020. Celui-ci réunit des activistes, des artistes mais aussi des historiens et des sociologues qui travaillent à la fois à la valorisation des expériences collectives et individuelles des personnes racisées, et à l'analyse des processus et institutions politiques qui organisent la minorisation des personnes noires en Iran et au sein de la diaspora (Baghoolizadeh et Kounkou Hoveyda, 2021).

L'analyse de ces processus de minorisations ethnoraciales et religieuses renouvelle profondément les recherches sur les nationalismes, les politiques de l'identité, les mouvements sociaux, les inégalités et l'autoritarisme en Iran. Mais elle demeure largement aveugle aux dynamiques de genre qui les nourrissent. C'est à relever ce défi que le présent dossier entend contribuer.

Minoritaires en Iran, dans la tourmente impérialiste et hétéronationaliste

La prise en compte simultanée de différents rapports sociaux peut se déployer selon plusieurs logiques. L'une d'entre elles consiste à interroger ce qui est commun dans la production des conditions minoritaires ou, dit autrement, de mettre en évidence les analogies entre les formes de domination subies par différents groupes sociaux. Comme a pu le montrer Colette Guillaumin (1972), les processus d'altérisation des groupes sociaux – de sexe, de race, de classe – ont des traits communs, dans les pratiques et discours qui contribuent à la naturalisation des inégalités, et à la pathologisation des groupes minoritaires. On retrouve ces mêmes processus dans la production des hiérarchies de genre et ethnoraciales en Iran. Comme le soulignent les contributions de ce numéro, en dialogue avec la littérature présentée plus haut, les Iranien.nes, les femmes, les minorités sexuelles et de genre, les minorités ethniques sont assignées à des corps déviants, des corps malades, ou encore des corps à contrôler, qu'il s'agisse de politiques impérialistes menées par les puissances européennes ou de politiques de domination du territoire national mises en place par l'État iranien.

Plus encore – et c'est aussi là l'intérêt de mettre la démarche analogique à l'épreuve du cas iranien – l'examen des groupes minoritaires met en évidence l'antagonisme dans lequel leurs luttes pour l'égalité et la justice sont constamment prises : d'un côté, les femmes (Rastegar, 2013 ; Keshavarz, 2007), les minorités ethniques (Tohidi, 2009) ainsi que les personnes LGBTQIA+ (Shakhsari, 2012 ; Najmabadi, 2014 ; Saeidzadeh, 2016) ont été construites par les puissances impériales européennes et nord-américaines comme des « victimes à sauver », justifiant ainsi la supériorité morale occidentale – notamment mobilisée pour légitimer les invasions militaires dans la région. De l'autre, les mobilisations des minoritaires sont dénoncées par leurs opposant.es en Iran comme l'œuvre de « traîtres à la nation » occidentalisés et à la solde des puissances étrangères. Les militantes de la cause des femmes (Sherkat, 2009), des minorités ethniques (Elling, 2013 61) et des LGBTQIA+ (Azadi et Saeidzadeh, 2022) sont ainsi présentées par leurs détracteurs comme des menaces à la cohésion et l'intégrité nationales, légitimant ainsi la répression et les violences étatiques à l'encontre de l'ensemble des groupes minoritaires. C'est dans cette perspective que s'organise, par exemple, le contrôle gouvernemental d'Internet en Iran (Shakhsari, 2012), outil essentiel des groupes minoritaires tant dans le partage de leurs expériences (Graham et

Khosravi, 2010, 229) que dans l'organisation de leurs luttes aux échelles nationale et transnationale.

Cet antagonisme entre instrumentalisation impérialiste et criminalisation hétéronationaliste n'est pas spécifique à l'Iran : on le retrouve dans de nombreux autres contextes politiques, en particulier dans des pays des Suds soumis à l'hégémonie occidentale et n'en nourrissant pas moins leurs propres dynamiques hégémoniques nationales (Ekrine et Abbas, 2013 ; Epprecht, 2013 ; Kréfa et Le Renard 2020). Recourir à l'analogie dans l'analyse des rapports sociaux nous permet ainsi de mettre en évidence la dialectique entre impérialisme et hétéronationalisme comme matrice de domination caractéristique de contextes dans les Suds. Cependant cela a aussi de nombreuses limites. L'analogie tend, d'une part, à homogénéiser les dominations sociales et, d'autre part, à occulter les formes spécifiques d'imbrications des rapports sociaux (Bentouhami-Molino et Guénif-Souilamas, 2017), tant dans les mécanismes concrets de production des hiérarchies sociales que dans les expériences vécues des minoritaires. C'est donc avec une attention particulière aux imbrications et aux intersections entre rapports sociaux de pouvoir que les contributions réunies dans ce numéro analysent les hiérarchies à l'œuvre dans l'Iran contemporain et leurs remises en cause. Trois axes se dégagent ainsi du dossier.

Production des minorisations raciale, nationale et ethnique au nom des femmes

De nombreux travaux, déjà évoqués dans ce texte, ont montré que les politiques de sauvetage des femmes et des personnes LGBTQIA+ développées par les puissances (ex)coloniales participent à la production des hiérarchies raciales. De nouvelles pistes de recherches s'ouvrent à partir de ce constat : il s'agit aussi d'interroger la manière dont le genre intervient dans les processus de minorisation ethnique. Au sein de la société iranienne, certaines minorités ethniques sont construites comme plus oppressives envers les femmes.

Fatemeh Karimi montre par exemple que, dans les statistiques nationales produites par l'État iranien, les crimes d'honneur sont principalement attribués aux Kurdes, aux Arabes et aux Baloutches d'Iran. Ils sont un support d'ethnicisation des violences de genre en Iran, mais aussi au sein de la diaspora d'Iran (Karimi 2022b). Dans ce numéro, Somayeh Rostampour montre également qu'une partie du mouvement féministe, porté majoritairement par des femmes perses, participe à la construction des minorités ethniques comme conservatrices et violentes pour les femmes. Dans cette perspective, les femmes des minorités ethniques ne sont pas reconnues ni soutenues comme des militantes légitimes de la cause des femmes. Rosanna Sestito expose quant à elle comment les femmes afghanes sont construites par des soignant.es perses comme ignorantes, victimes de leur culture et de leurs maris. Les patientes afghanes sont ainsi perçues comme soumises à une « culture afghane patriarcale » qui les empêcherait de prendre des décisions pour elles-mêmes et leurs enfants, justifiant ainsi la nécessité pour ces soignant.es perses de les « sauver » par la médecine moderne.

Plusieurs articles de ce numéro mettent ainsi en évidence que le sujet implicite au centre des travaux scientifiques sur les femmes iraniennes est situé socialement. En effet, l'histoire des femmes en Iran reste l'histoire des femmes urbaines, de majorité ethnique perse, et de classe moyenne et supérieure, hétérosexuelles⁷ et cisgenres. Ainsi, dans ce numéro, l'article de Somayeh Rostampour et l'entretien avec Azadeh Kian reviennent sur la manière dont les

⁷ Mahdis Sadeghipouya analyse l'invisibilisation des voix lesbiennes dans le mouvement féministe en Iran, en particulier dans le mouvement #Mee Too (Sadeghipouya, à paraître).

femmes perses, de classe moyenne et supérieure, urbaines et principalement de Téhéran, contrôlent les revendications et les récits au sein de l'espace militant et académique féministe. Somayeh Rostampour analyse notamment la mise à l'écart des femmes de minorités ethniques et de leurs revendications dans le mouvement des femmes en Iran dans les années 2000 et 2010, à partir d'une analyse de textes produits par les initiatives particulièrement connues comme la campagne Un million de signatures et le forum en ligne *L'École féministe*.

Production de la vulnérabilité socio-économique par le genre et l'appartenance ethnique

Les articles de ce numéro démontrent comment la classe sociale est coproduite avec l'identité de genre et l'appartenance ethnique. En effet, Mahdis Sadeghipouya montre que les femmes trans font face à une précarité économique importante notamment liée à leur exclusion des services publics et du marché du travail. Le travail du sexe constitue dès lors un des rares moyens de survie pour une partie de ces femmes. Fatemeh Karimi expose comment les politiques publiques de traitement des minorités ethniques et les politiques étatiques de ségrégation de genre s'articulent avec les inégalités entre hommes et femmes, produisant ainsi l'exclusion des femmes kurdes des bénéfices du développement socio-économique de l'Iran. Rosanna Sestito explique comment les institutions d'aide sociale et médicale opèrent un traitement différencié des femmes perses de classes moyennes et supérieures d'une part, et d'autre part des femmes perses rurales et des femmes afghanes qui, en raison des discriminations qu'elles subissent en Iran, appartiennent majoritairement aux classes populaires. Lorsqu'elles ne sont pas refusées par les centres médicaux (en raison de leur non-accès à une couverture santé ou leurs faibles ressources financières), le corps de ces femmes pauvres devient un enjeu de contrôle pour une partie des soignant.es, qui, au nom de la modernité, se passent de leur consentement pour des opérations de stérilisation.

Enfin, Azadeh Kian revient sur les apports de ses travaux pionniers qui articulent genre, classe et ethnicité dans les régions périphérisées (Baloutchistan) mais aussi dans la capitale du pays et dans le Golestân, province du nord-est du pays principalement habitée par des Perses. Son travail sur les minorités ethniques hors des régions périphérisées permet de souligner que la condition ethnique en Iran est en partie déterritorialisée : autrement dit, la question ethnique ne peut pas être appréhendée seulement en termes de centre/périphérie contrairement à ce que suggère le travail de cartographie des ethnies par les chercheurs occidentaux (Elling et Harris, 2021). Azadeh Kian rappelle ainsi comment des femmes de minorités ethniques (notamment baloutches) sont confrontées à une pauvreté économique où qu'elles vivent, situation que la détérioration générale des conditions de vie des femmes des classes populaires lors des dernières années vient encore aggraver.

Minoritaires, politiques d'alliances et hiérarchies sociales

Les autrices de ce numéro montrent que les groupes sociaux minoritaires sont traversés par des rapports de pouvoir qui produisent une hiérarchie des expériences et des luttes. Ainsi les hiérarchies de genre organisent les manières de faire et de s'engager dans les mobilisations, comme les luttes ethnonationales qu'étudie Fatemeh Karimi. En s'intéressant à l'engagement des femmes kurdes pendant et après la révolution de 1979 jusqu'à la fin des années 1980, l'autrice souligne comment le genre mais aussi l'appartenance ethnique conditionnent leur participation politique. Elle met notamment en lumière les rapports inégalitaires dans lesquels elles sont insérées, en tant que femmes et minorités ethniques en Iran, mais aussi en tant que femmes kurdes au sein de leur mouvement. En raison de cette double discrimination, leur participation politique est invisibilisée, malgré leur engagement dans la lutte armée contre les

forces gouvernementales iraniennes dès la fin des années 1970. En écho, dans l'entretien avec la militante et poétesse queer Saghi Ghahraman, celle-ci rappelle la marginalisation des femmes mais aussi, plus largement, l'invisibilisation des identités queer au sein de l'organisation politique communiste Tudeh (en Iran et au sein de la diaspora exilée après la révolution de 1979).

En ce sens, les contributions de ce numéro rappellent que les politiques d'alliances entre minoritaires ne vont pas de soi. L'entretien consacré aux récentes mobilisations permet par exemple de donner un aperçu de la manière dont les revendications féministes et des minorités ethniques, bien que devenues centrales dans ce mouvement révolutionnaire, peinent à nourrir en pratique l'organisation des mobilisations. Comme le rappellent deux militantes basées à Paris, l'appel à l'unité signifie concrètement «exiger des personnes les plus opprimées par la monarchie et par la République islamique, surtout les minorités ethniques, de mettre de côté leurs revendications».

Aussi, si ce dossier entend contribuer à sortir les expériences des femmes minoritaires de l'invisible et de l'impensable, il appelle surtout à poursuivre et à rendre visible au sein des sciences sociales cette réflexion collective autour des hiérarchies sociales à l'œuvre en Iran au prisme de l'imbrication des rapports sociaux de genre, d'ethnicité, de race et de classe.

Bibliographie :

ABREU Maira, FALQUET Jules, FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique, NOÛS Camille, « Colette Guillaumin. Penser la race et le sexe, hier et aujourd'hui », *Cahiers du Genre*, 68, 2020, pp. 15-53.

ABU-LUGHOD Lila, *Do Muslim Women Need Saving?*, London, Harvard University Press, 2013.

ADELKHAH Fariba, *Être moderne en Iran*, Paris, Presses de Science Po, 1997.

ALIKARAMI Leila, *Women and Equality in Iran. Law, Society and Activism*, Londres / New York, I.B. Tauris, 2019.

ASHGARZADEH Alireza, *Iran and the Challenge of Diversity. Islamic Fundamentalism, Aryanist Racism, and Democratic Struggles*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.

AZADI Bahar, SAEIDZADEH Zara, « Trans subjectivities in Iran: epistemic misrecognition », *Journal of Gender Studies*, 2022, DOI : <https://doi.org/10.1080/09589236.2022.2068517>.

BAGHOOLIZADEH Beeta, « From Religious Eulogy to War Anthem: Kurdizadeh's "Layla Bigufta" and Blackness in Late Twentieth-Century Iran », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 41, 3, 2021, pp. 441-454.

BAGHOOLIZADEH Beeta, KOUNKOU HOVEYDA Priscillia, « Writing Ourselves into Existence with the Collective for Black Iranians », *Middle East Research and Information Project*, 2021, URL : <https://merip.org/2021/06/writing-ourselves-into-existence-with-the-collective-for-black-iranians>.

BAHRAMITASH Roksana, *Gender and Entrepreneurship in Iran: Microenterprise and the Informal Sector*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

BAHRAMITASH Roksana, ESFAHANI Hadi Salehi (dir.), *Veiled Employment: Islamism and the Political Economy of Women's Employment in Iran*, Syracuse, Syracuse University Press, 2011.

BAHREINI Raha, « From perversion to pathology: discourses and practices of gender policing in the Islamic Republic of Iran », *Muslim World Journal of Human Rights*, 5, 1, 2008, DOI : <https://doi.org/10.2202/1554-4419.1152>.

BARRY James, *Armenian Christians in Iran. Ethnicity, Religion, and Identity in the Islamic Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

BENTOUHAMI-MOLINO Hourya, GUÉNIF-SOUILAMAS Nacira, « Avec Colette Guillaumin : penser les rapports de sexe, race, classe. Les paradoxes de l'analogie », *Cahiers du Genre*, 63, 2017, pp. 205-219.

BOUCAR Elizabeth M., SHIRAZI Faegheh, « The "Invention" of Lesbian Act in Iran: Interpretative Moves, Hidden Assumptions, and Emerging Categories of Sexuality », *Journal of Lesbian Studies*, 16, 4, 2012, pp. 416-434.

.

DAHAN Ryzlène, PICOT Pauline, TRAWALÉ Damien, COSSÉE Claire, RABAUD Aude, « Analyser des terrains contemporains à partir du couple notionnel "majoritaires/minoritaires" », *Cahiers du Genre*, 68, 2020, pp. 145-171.

DIRENBERGER Lucia, « Le genre de la nation en Iran et au Tadjikistan. (Re)configurations des hétéronationalisme », thèse de sociologie, sous la direction d'Azadeh Kian, Paris, Université Paris 7, 2014.

DIRENBERGER Lucia, « Faire naître une nation moderne. Genre, orientalisme et hétéronationalisme en Iran au XIX^e siècle », *Raisons politiques*, 69, 2018, pp. 101-127.

DIRENBERGER Lucia, KIAN Azadeh, *L'État-nation et la fabrique du genre, des corps et des sexualités en Afghanistan, en Iran et en Turquie*, Aix-en-Provence, Presses de l'université de Provence, 2019.

EKRINE Sofari, ABBAS Hakima (dir.), *Queer African Reader*, Oxford, Pambazuka, 2013.

ELLING Rasmus Christian, *Minorities in Iran. Nationalism and Ethnicity after Khomeini*, New York, Palgrave MacMillan, 2013.

ELLING Rasmus Christian, HARRIS Kevan, « Difference in Difference: Language, Geography and Ethno-racial Identity in Contemporary Iran », *Ethnic and Racial Studies*, 44, 12, 2021, pp. 2255-2281.

EL-TAYEB Fatima, *European Others. Queering Ethnicity in Postnational Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2011.

EPPRECHT Marc, *Sexuality and Social Justice in Africa: Rethinking Homophobia and Forging Resistance*, London, Zed Books, 2013.

FARVARDIN Firoozeh, « Reproductive Politics in Iran: State, Family, and Women's Practices in Postrevolutionary Iran », *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 41, 2, 2020, pp. 26-56.

- GHADERI Farah, « Iran and Postcolonial Studies: its Development and Current Status », *International Journal of Postcolonial Studies*, 20, 4, 2018, pp. 455-469.
- GRAHAM Mark, KHOSRAVI Shahram, « Reordering Public and Private in Iranian Cyberspace: Identity, Politics and Mobilization », *Global Studies in Culture and Power*, 9, 2, 2010, pp. 219-246.
- GUILLAUMIN Colette, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Nice, Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles, 1972.
- GUILLAUMIN Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, 2016 [1992].
- HASHEMI Manata, *Coming of Age in Iran. Poverty and the Struggle for Dignity*, New York, The New York University Press, 2020.
- HASSANIYAN Allan, « The environmentalism of the subalterns: A case study of environmental activism in Eastern Kurdistan/Rojhelat », *Local Environment. The International Journal of Justice and Sustainability*, 26, 8, 2021, pp. 930-947.
- HOODFAR Hoda, « Families on the Move: The Changing Role of Afghan Refugee Women in Iran », *Hawwa*, 2, 2, 2004, pp. 141-171.
- HOOMINFAR Elham, ZANGANEH Nikzad, « The brick wall to break: women and the labor market under the hegemony of the Islamic Republic of Iran », *International Feminist Journal of Politics*, 23, 2, 2021, pp. 263-286.
- JAFARI Peyman, « Fluid History: Oil Workers and the Iranian Revolution », in ATABAKI Touraj, BINI Elisabetta, EHSANI Kaveh (dir.), *Working for Oil: Comparative Social Histories of Labor in the Global Oil Industry*, New York, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 69-98.
- KARIMI Ahmad, « Hamjensgara belongs to family; exclusion and inclusion of male homosexuality in relation to family structure in Iran », *Global Studies in Culture and Power*, 24, 4, 2018, pp. 456-474.
- KARIMI Ahmad, BAYATRIZI Zohreh, « Dangerous positions: Male homosexuality in the new penal code of Iran », *Punishment & Society*, 21, 4, 2019, pp. 417-434.
- KARIMI Fatemeh, *Genre et militantisme au Kurdistan d'Iran. Les femmes kurdes du Komala 1979-1991*, Paris, L'Harmattan, 2022a.
- KARIMI Fatemeh, *De l'ethnisation des violences liées à l'honneur*, 2022b, URL : <https://youtube.com/watch?v=laGjjR4JaiE&feature=share>.
- KARIMI Jalil, MOHAMMADPOUR Ahmad, MAHMOODI Karim, « Dismantling Kurdish Texts: An Orientalist Approach », *Contemporary Review of the Middle East*, 2, 3, 2015, pp. 220-237.
- KASHANI-SABET Firoozeh, *Conceiving Citizens: Women and the Politics of Motherhood in Iran*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- KASHANI-SABET Firoozeh, « The Anti-Aryan Moment: Decolonization, Diplomacy and Race in late Pahlavi Iran », *International Journal of Middle East Studies*, 53, 2021, pp. 691-702.

- KESHAVARZ Fatemeh, *Jasmine and Stars: Reading More than Lolita in Tehran*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.
- KHOSRAVI OORYAD Sama, « Conquering, Chanting, and Protesting: Tools of Kinship Creation in the Girls of Enghelab Street (Non-)Movement in Iran », in BAUER Gero, HEISE-VON DER LIPPE Anya, HIRSCHFELDER Nicole, LUTHER Katharina (dir.), *Kinship and Collective Action in Literature and Culture*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 2020, pp. 129-151.
- KHOSRONEJAD Pedram, « Out of Focus, Photography of African Slavery in Qajar, Iran », *Journal of the Anthropology of the Contemporary Middle East and Central Eurasia*, 51, 2017, pp. 1-31.
- KIAN Azadeh, *Les femmes iraniennes entre islam, État et famille*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002.
- KIAN Azadeh, « Gendering Shi'ism in Post-revolutionary Iran », in BAHRAMITASH Roksana, HOOGLUND Eric (dir.), *Gender in Contemporary Iran: Pushing the Boundaries*, Londres, Routledge, 2011, pp. 24-35.
- KIAN Azadeh, « Gender, Ethnicity and Identity in Iran: Surrender without Consent. Baluchi Women in Changing Contexts », in STENBERG Leif, HOOGLUND Eric (dir.), *Navigating Contemporary Iran. Challenging Economic, Political and Social Perceptions*, Londres / New York, Routledge, 2012, pp. 117-138.
- KIAN Azadeh, « Gender Social Relations and the Challenge of Women's Employment », *Middle East Critique*, 23, 3, 2014, pp. 333-347.
- KIAN Azadeh, « Genre, travail et politique en Iran », *Bulletin de l'association de géographes français*, 94/4, 2017, pp. 600-613.
- KJARAN Jon Ingvar, *Gay Life Stories. Same-Sex Desires in Post-Revolutionary Iran*, Londres / New York, Palgrave Macmillan, 2019.
- KOÇAK Mert, « Who is "Queerer" and Deserves Resettlement?: Queer Asylum Seekers and Their Deservingness of Refugee Status in Turkey », *Middle East Critique*, 29, 1, 2020, pp. 29-46.
- KRÉFA Abir, LE RENARD Amélie, *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*, Paris, Amsterdam, 2020.
- KULPA Robert, MIZIELIŃSKA Joanna (dir.), *De-centring Western Sexualities: Central and Eastern European Perspectives*, Londres, Ashgate, 2011.
- LEWIS Reina, *Gendering Orientalism. Race, Femininity, and Representation*, New York, Routledge, 1995.
- MAHMOOD Saba, *Politics of Piety. The Islamic Revival and the Feminist Subject*, Princeton, Princeton University Press, 2005.
- MALJOO Mohammad, « The Vicious Circle Trapping Iranian Workers since the 1990s », *Revue internationale des études du développement*, 229, 1, 2017, pp. 137-162.
- MATIN Kamran, « Decolonising Iran: A Tentative Note on Inter-Subaltern Colonialism », *Current Anthropology*, 2022, pp. 185-210.

MOALLEM Mino, *Between Warrior Brother and Veiled Sister. Islamic Fundamentalism and the Politics of Patriarchy in Iran*, Berkeley / Los Angeles / Londres, University of California Press, 2005.

MOGHADAM Valentine, « Islamic Populism, Class, and Gender in Postrevolutionary Iran », in FORAN John (dir.), *A Century of Revolution: Social Movements in Iran*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, pp. 189-222.

MOGHADAM Valentine, « Undercounting Women's Work in Iran », *Iranian Studies*, 42, 1, 2009, pp. 81-95.

MOJAB Shahrzad, « Introduction: The solitude of the Stateless: Kurdish Women at the Margins of Feminist Knowledge », in MOJAB Shahrzad (dir.), *Women of a Non-State Nation: The Kurds*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2001.

NAJMABADI Afsaneh, *Women with Mustaches and Men without Beards: Gender and Sexual Anxieties of Iranian Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2005.

NAJMABADI Afsaneh, *Professing Selves: Transsexuality and Same-Sex Desire in Contemporary Iran*, Durham, Duke University Press, 2014.

NARAYAN, Uma, « Contesting Cultures: “Westernization”, Respect for Cultures, and Third-World Feminists », in NICHOLSON Linda (dir.), *The Second Wave: A Reader in Feminist Theory*, New York, Routledge, 1997, pp. 396-412.

NOMANI Farhad, BEHDAD Sohrab, *Class and Labor in Iran. Did the Revolution Matter?*, Syracuse, Syracuse University Press, 2006.

NOMANI Farhad, BEHDAD Sohrab, « Labor Rights and the Democracy Movement in Iran: Building a Social Democracy », *Journal of Human Rights*, 10, 4, 2012, URL : <https://scholarlycommons.law.northwestern.edu/njihr/vol10/iss4/4>.

POVEY Tara, ROSTAMI-POVEY Elaheh, *Women, power and politics in 21st century*, Londres / New York, Routledge, 2012.

RAHMAN Momin, *Homosexualities, Muslim Cultures, and Modernity*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2014.

RASTEGAR Mitra, « Emotional Attachments and Secular Imaginings: Western LGBTQ Activism on Iran », *GLQ*, 19, 1, 2013, pp. 1-29.

RIAUX Gilles, « S'engager par défaut : les jeunes femmes et la cause azerbaïdjanaise en Iran », *Sociétés contemporaines*, 81, 1, 2011, pp. 129-149.

RIAUX Gilles, *Ethnicité et nationalisme en Iran. La cause azerbaïdjanaise*, Paris, Karthala, 2012.

SADEGHI-BOROUJERDI Eskandar, « Gharbzadegi, colonial capitalism and the racial state in Iran », *Postcolonial Studies*, 24, 2, 2021, pp. 173-194.

SADEGHI-BOROUJERDI Eskandar, « Iran's Uprisings for “Women, Life, Freedom”: Overdetermination, Crisis, and the Lineages of Revolt », *Politics*, 2023, DOI : <https://doi.org/10.1177/02633957231159351>.

SADEGHIPOUYA Mahdis, « Sexual assault, *Me Too*, and censorable lesbian voices », in YAGHOUBI Claudia (dir.), *The #MeToo Movement in Iran. Reporting Sexual Violence and Harassment*, Londres, Bloomsbury, à paraître.

SAEIDNIA Sahar Aurore, *Faire avec les contraintes. L'expérience du politique des conseillers de quartier de Téhéran*, thèse de sociologie, sous la direction de Michèle Leclerc-Olive, Paris, EHESS, 2016.

SAEIDNIA Sahar Aurore, « Une république des martyrs ? La guerre comme répertoire d'action publique dans la République islamique d'Iran », *Gouvernement et action publique*, 18, 4, 2019, pp. 145-167.

SAEIDZADEH Zara, « Transsexuality in Contemporary Iran: Legal and Social Misrecognition », *Feminist Legal Studies*, 24, 2016, pp. 249-272.

SAEIDZADEH Zara, « “Are trans men the manliest of men?” Gender, practices, trans masculinity and *mardanegi* in contemporary Iran », *Journal of Gender Studies*, 29, 3, 2020, pp. 295-309.

SARI Elif, « Lesbian refugees in transit: The making of authenticity and legitimacy in Turkey », *Journal of Lesbian Studies*, 2, 2020, pp. 140-158.

SARSHAR Houman, *The Jews of Iran. The History, Religion and Culture of a Community in the Islamic World*, Londres, I.B. Tauris, 2014.

SHAHROKNI Nazanin, *Women in place: the politics of gender segregation in Iran*, Oakland, University of California Press, 2019.

SHAKHSARI Sima, « From homoerotics of exile to homopolitics of diaspora. Cyberspace, the War on Terror, and the hypervisible Iranian queer », *Journal of Middle East Women's Studies*, 8, 3, 2012, pp. 14-40.

SHERKAT Shahla, *Zanan. Le journal de l'autre Iran*, Paris, CNRS éditions, 2009.

SHOHAT Ella, “Area Studies, Gender Studies, and the Cartographies of Knowledge”, *Social Text*, 20, 3, 2002, pp.67-78.

SOLEIMANI Kamal, MOHAMMADPOUR Ahmad, « Can non-Persians speak? the sovereign's narration of “Iranian identity” », *Ethnicities*, 19, 5, 2019a, pp. 925-947.

SOLEIMANI Kamal, MOHAMMADPOUR Ahmad, « The securitisation of life: Eastern Kurdistan under the rule of a Perso-Shi'i state », *Third World Quarterly*, 41, 2019b, pp. 663-682.

SOLEIMANI Kamal, MOHAMMADPOUR Ahmad, « Life and labor on the internal colonial edge: Political economy of kolberi in Rojhelat », *The British Journal of Sociology*, 71, 4, 2020a, pp. 741-760.

SOLEIMANI Kamal, MOHAMMADPOUR Ahmad, « Minoritisation' of the other: the Iranian ethno-theocratic state's assimilatory strategies », *Postcolonial Studies*, 24, 1, 2020b, pp. 40-62.

TOHIDI Nayereh, « Ethnicity and Religious Minority Politics in Iran », in GHEISSARI Ali (dir.), *Contemporary Iran: Economy, Society, Politics*, 2009, pp. 299-323.

TUCKER Andrew, *Queer Visibilities: Space, Identity and Interaction in Cape Town*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2009.

YADEGARFARD Mohammadrasool, « How are Iranian Gay Men Coping with Systematic Suppression Under Islamic Law? A Qualitative Study », *Sexuality and Culture*, 23, 2019, pp. 1250-1273.

YEGENOGLU Meyda, *Colonial fantasies. Towards a feminist reading of Orientalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

YILDIZ Emrah, « Migrant Sexualities, Queer Travelers: Iranian Bears and the Asylum of Translation in Turkey », *Differences*, 33, 1, 2022, pp. 119-147.

ZIA-EBRAHIMI Reza, *The Emergence of Iranian nationalism: race and the politics of dislocation*, New-York, Columbia University Press, 2016.